



Méditerranée 2030

Une prospective pour établir une vision partagée d'un ensemble méditerranéen en devenir

IPEMED (Institut de Prospective Economique du Monde Méditerranéen) a engagé, en partenariat avec les organismes d'étude euro-méditerranéens (CARIM, CIHEAM, FEMISE, OME) un vaste processus de prospective qui a pour but d'associer les centres institutionnels et privés de la Méditerranée spécialisés dans la prospective en vue d'élaborer ensemble une vision commune de la Méditerranée en 2030.

Un espace hétérogène en quête d'intégration

L'ensemble méditerranéen a développé un tissu de relations économiques, politiques et humaines –à travers les migrations notamment- qui lui confère une dimension régionale certaine. Cette intégration régionale est aussi bien de fait que de droit, avec un tissu d'accords allant le plus souvent au-delà de la dimension strictement commerciale et associant plusieurs partenaires, à côté d'accords bilatéraux. Cette intégration est cependant d'ampleur très variable selon les pays et les sous-régions qui composent cet ensemble. L'Union européenne y occupe une place centrale pour l'ensemble des riverains, soit qu'ils en soient membres ou destinés à la rejoindre, soit qu'ils aient noué des accords et des relations économiques privilégiés avec elle.

De fait, si l'Europe latine, les Balkans, le Proche-Orient et le Maghreb se situent dans une continuité géographique, leur hétérogénéité économique et institutionnelle est patente.

Les pays de l'Europe latine atteignent les niveaux de développement les plus élevés de la Méditerranée et sont les mieux insérés dans les échanges mondiaux. Ils sont aussi dans un processus d'intégration de jure et de facto extrêmement puissant (marché intérieur, échanges commerciaux intra-UE prédominants) qui a conduit à une convergence exceptionnelle des revenus et des règles (reprise de l'acquis communautaire). La circulation des biens, dans une moindre mesure des services, et des capitaux est aujourd'hui majoritairement intra-communautaire pour l'ensemble des Etats membres. Cette forte concentration commerciale et financière dans un cadre européen contraste avec la relative faiblesse de la circulation des personnes, pourtant libéralisée, marquant le poids des marchés du travail nationaux et des contrats sociaux propres à chaque pays. Les pays de l'Europe latine commercent également plus fortement avec leurs voisins de l'Est et du Sud. L'Espagne, l'Italie, la Grèce, la France et le Portugal réalisent entre 11 et 15 % de leurs échanges avec le Maghreb, le Proche-Orient et la Turquie, soit près de deux fois plus que les autres pays de l'UE-15 (7% en 2007). Quant à l'Italie et la Grèce, leurs échanges sont aussi plus fortement orientés vers les Balkans que le reste de l'Union.

Les Balkans, aire culturelle spécifique dont l'héritage remonte à la Grèce antique en passant par les invasions slaves jusqu'à la domination ottomane puis communiste, sont partie intégrante de l'Europe sur le plan géographique, tout en partageant avec la rive sud et est de la Méditerranée près de 5 siècles d'influence turque. Liés entre eux par un accord de libre-échange et avec un commerce intra-régional déjà relativement élevé (issu de l'ancienne fédération yougoslave), ces pays ont surtout vocation à adhérer à l'Union européenne à court ou moyen terme (dès 2009 pour la Croatie) vers laquelle leurs exportations sont déjà à 65 % destinées (chiffre 2004) et avec laquelle ils enregistrent un déficit commercial. En reconstruction après les guerres balkaniques, leurs niveaux de vie et de développement sont très inférieurs à ceux des pays membres de l'Union européenne (y compris les nouveaux adhérents), voire de certains pays arabes de la Méditerranée. Leurs économies sont encore faiblement

diversifiées, avec une prédominance de l'agriculture et des services, et souffrent de taux de chômage très élevés (20 % en Serbie, 40 % au Kosovo).

Comme les Balkans, **les pays d'Afrique du Nord et du Proche-Orient**, à l'exception d'Israël, atteignent des niveaux de revenu et de développement très inférieurs à ceux de l'Union européenne. Comme eux également, ils ont souffert de conflits armés. Traversés par les initiatives européennes et américaines (stratégiques et commerciales), point de passage des routes maritime mondiales (en particulier des hydrocarbures), le Proche-Orient et l'Afrique du Nord constituent une zone d'influences croisées sans être exclusivement arrimés, comme le Mexique avec les Etats-Unis, à l'un des pôles de la Triade. Pourtant issus d'une continuité arabe et ottomane, leur dynamique endogène est infiniment plus faible que dans le reste du monde émergent (commerce intra-régional de l'ordre de 7% des échanges), en dépit d'accords de libre-échange (GAFTA, accords d'Agadir) et de transferts des revenus pétroliers du Golfe (remises des travailleurs migrants, revenus du tourisme et investissements directs étrangers). Cette extraversion de la région est liée en partie à leur spécialisation sur les ressources primaires dont le marché est mondial plus que de proximité, au caractère stratégique de la zone (conflit israélo-arabe, proximité du Golfe persique et des réserves énergétiques mondiales) et aux conflits frontaliers irrésolus (Sahara occidental, sandjak d'Alexandrette). L'Union européenne est de loin le premier partenaire commercial de l'Afrique du Nord et du Proche-Orient (à l'exception du Liban, d'Israël et de la Jordanie). Elle absorbe près de la moitié de leurs exportations (47 % en 2007) et en est le premier fournisseur (41,5 % de leurs importations). L'inverse n'est pas vrai. Si l'Afrique du Nord et le Proche-Orient absorbe 8 % des exportations extra-communautaires de l'Union et fournissent 7% des produits importés par l'Europe des 27, leur poids dans le commerce extérieur européen reste inférieur à celui des Etats-Unis, de l'Association européenne de libre échange (AELE) et de la Chine depuis 2004. Les pays de la zone, en libre-échange avec l'Europe, sont dans un processus d'intégration régionale avec l'Union européenne comparable à l'ALENA (entre le Mexique et les Etats-Unis), visant au-delà des libéralisations commerciales à accélérer le processus de rattrapage économique et la coopération dans tous les domaines (sécurité, migrations, culture, infrastructures, etc.).

Enfin, **la Turquie**, trait d'union entre les Balkans et le Proche-Orient, jouit d'une situation singulière. Pays candidat à l'Union européenne sans perspective proche d'adhésion, il est en union douanière avec l'Europe et bénéficie à la fois de programmes communautaires de pré-adhésion et de certains pans de la politique de voisinage destinée aux rives sud et est de la Méditerranée ainsi qu'aux pays frontaliers de la Russie et de l'Europe de l'Est (Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie et Ukraine). Pays en rattrapage avec des spécialisations industrielles proches de celles des Etats d'Europe centrale et orientale, la Turquie bénéficie d'un vaste marché intérieur du fait de sa densité démographique et a des échanges de biens, de capitaux et humains plus diversifiés que ses voisins du Sud et de l'Est. La Turquie est également une puissance agricole et bientôt agroalimentaire. Son positionnement est stratégique sur les routes qui conduisent l'énergie vers l'Europe. Il l'est également pour la ressource en eau, par l'importance du réservoir anatolien dont dépend en partie l'agriculture des pays du Proche-Orient, et peut être pour partie la paix dans cette région.

Etablir une vision partagée de la Méditerranée et tracer un futur possible

Face à cette hétérogénéité, la Méditerranée est en devenir et fait l'objet d'un investissement politique et privé. Les motivations sont variées, économiques, politiques, citoyennes, sociales, écologiques, culturelles, une variété à l'image des enjeux, des pays et des populations qui la composent. Mais ces initiatives tendent toutes à tisser plus fortement ce que l'histoire a fait et défait, à accélérer une convergence vers un mieux être de l'ensemble de la région, à accroître enfin sa place dans le monde face aux Etats continents asiatiques ou américains. C'est dans ce contexte, pour marquer les étapes de cet avenir, qu'une prospective de la Méditerranée apparaît nécessaire.

Si nombre de pays riverains du bassin ont élaboré une vision prospective nationale (Maroc 2030, Tunisie 2030, France 2025, Egypte 2025, prospective territoriale espagnole, planification stratégique

grecque, Jordanie 2020, etc.), ces exercices sont bien naturellement tournés vers leur propre avenir, leurs défis internes et leurs atouts ou faiblesses face aux grandes tendances mondiales structurantes et émergentes¹. L'insertion dans leur environnement régional est d'abord appréhendée par leur proximité immédiate (Maghreb pour Maroc 2030 par exemple, Europe pour France 2025). Par conséquent, la Méditerranée est rarement envisagée d'emblée, ni même comme un tout cohérent.

Chaque pays riverain de la Méditerranée ne partage pas les mêmes priorités ni n'est confronté aux mêmes défis. C'est vrai entre la rive Nord et la rive Sud qui ont des niveaux de développement différents et des processus d'intégration sans commune mesure. C'est vrai également entre les pays des sous-régions évoquées plus haut qui ont des niveaux de vie, des ressources naturelles ou humaines, des spécialisations industrielles, des processus politiques très hétérogènes. Dès lors, une prospective de ce que devrait et pourrait être cet ensemble régional plus intégré apparaît nécessaire pour envisager un avenir commun. Cette vision du monde se doit d'être partagée par l'ensemble des pays qui « font » la Méditerranée et associer les expertises nationales. Elle aura à vérifier si les tendances lourdes et les points de rupture sont des éléments de convergence ou de divergence. Elle mérite également d'être pluridisciplinaire pour envisager les enjeux de long terme dans tous les domaines et leurs interactions systémiques, pour croiser les regards. Croiser les regards signifie aussi qu'à côté de l'expertise administrative et académique, les acteurs privés et sociaux doivent avoir leur place et leur « mot à dire ».

Objectifs du projet « Méditerranée 2030 »

C'est pourquoi cinq organisations basées en France et en Italie, dont la composition est euro-méditerranéenne (CIHEAM, CARIM, FEMISE, IPEMED, OME), ont décidé de s'associer pour lancer un consortium associant l'ensemble des instituts de prospective publics et privés du pourtour méditerranéen (Plans marocain et turc, Centre d'analyse stratégique français, Institut tunisien d'études stratégiques, etc.). La réunion de lancement du consortium s'est déroulée le 21 avril 2009 et un séminaire de formation à la prospective a eu lieu en juin 2009.

Le projet de prospective "Méditerranée 2030" poursuit deux objectifs :

- ▶ tout d'abord, **une démarche scientifique et économique** : élaborer des diagnostics et des projections partagés à l'échelle de la région dans les domaines des infrastructures de transports et de communication, de l'énergie, de l'agriculture, de l'eau et de l'environnement, de la démographie et des migrations, des investissements directs à l'étranger mais aussi de faire interagir les différentes disciplines et thématiques entre elles pour enrichir le diagnostic et les projections. Ce travail sera piloté par des organisations euro-méditerranéennes spécialisées réunies en consortium, en partenariat avec les centres de prospective des pays riverains de la Méditerranée. Il sera donc à même d'associer les meilleures expertises de part et d'autre du Bassin, l'idée étant de tisser des coopérations non seulement globales sur la prospective mais aussi avec l'ensemble des institutions spécialisées des pays de la région.
- ▶ mais surtout, **une démarche politique et pédagogique** : faire naître des collaborations sur le long terme entre les responsables en charge de la prospective et diffuser la méthodologie de la prospective au sein de la région méditerranéenne. Les différents centres institutionnels ou privés de prospective en Méditerranée sont donc invités à se joindre et à participer activement à cette initiative pour confronter leurs méthodes et leurs visions. Un tel exercice pourrait aider les gouvernements à établir des stratégies de long terme au niveau régional et devrait dès lors trouver un premier aboutissement avant le deuxième sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union pour la Méditerranée afin de pouvoir peser sur ses destinées. D'une manière générale, il se propose d'être un outil d'aide à la décision dans l'ensemble des négociations euro-méditerranéennes ou de négociations soit bilatérales, soit sous-régionales.

¹ A l'exception de Méditerranée 2020 du Perez Center israélien

Méthodologie du projet « Méditerranée 2030 »

Sur la base des prospectives nationales réalisées par les pays de la région et de celles réalisées par les organismes euro-méditerranéens basés en France (Mediterra du CIHEAM, Méditerranée 2030 de l'IPEMED, Plan bleu 2025, projections énergétiques annuelles de l'OME), des enjeux régionaux apparaissent d'emblée. Soit parce qu'il s'agit de risques communs, environnementaux (climatiques en particulier), sanitaires, agricoles et alimentaires, humains (démographie et emploi) ou énergétiques ; soit parce qu'il s'agit de solidarités de fait (échanges, existence de populations migrantes de part et d'autre, proximité réactivité qui peuvent devenir déterminantes dans une économie plus sobre énergétiquement).

Cinq thématiques transversales ont dès lors été privilégiées : la sécurité alimentaire et le développement rural ; l'emploi et le capital humain ; la mobilité et les migrations ; les enjeux environnementaux ; l'énergie et le changement climatique.

Un ensemble régional ne peut néanmoins se construire que sur des risques et des solidarités de fait. Toute l'histoire politique, à commencer par celles des Etats nations pour finir par celle de l'Europe, montre que les unions de sociétés et d'Etats se fondent aussi sur des valeurs partagées, qui les amènent à partager les risques et à approfondir les solidarités. Sur quelles valeurs, par rapport à une évolution sociologique parfois convergente parfois divergente des sociétés méditerranéennes, peut-on envisager un approfondissement méditerranéen ? Car ce sont ces valeurs qui fonderont les institutions et les formes que prendra la régionalisation.

Mais les formes de l'intégration régionale qui feront la Méditerranée de demain seront aussi influencées par des acteurs externes aux pays bordiers, qu'ils s'agissent du Golfe, des Etats-Unis voire de la Chine et des grands émergents. Le Brésil est d'ores et déjà le premier fournisseur de quelques produits agricoles pour les pays du sud et de l'est de la Méditerranée. Ces formes d'intégration régionale seront aussi fortement dépendantes à la fois de la dynamique de réforme dans les pays du sud et de l'est de la Méditerranée mais aussi de l'avenir de la construction européenne et de ses élargissements futurs. Construire des scénarios d'intégration régionale implique dès lors de prendre en considération des facteurs endogènes et exogènes à la région et d'envisager quelles pourraient être les formes d'approfondissement, conformes à la prévention des risques identifiés dans les prospectives thématiques et quelles pourraient en être les étapes progressives.

Enfin, prospectives thématiques et prospectives régionales doivent pouvoir être quantifiées pour permettre aux décideurs de discriminer entre différentes options et d'accompagner leurs négociations concrètes.

Ces réflexions prospectives croisées doivent, à l'issue de ce travail, contribuer à dégager les questions prioritaires de recherche à traiter pour satisfaire à la demande de production de connaissances indispensable à la levée des contraintes majeures. Ces identifications seront progressivement validées par les partenaires du pourtour nord, sud, est de la Méditerranée partageant une vision commune d'un avenir méditerranéen souhaitable.

Rapport « Méditerranée 2030 »

IPEMED a fait rédiger un rapport « Méditerranée 2030 » : un document certes perfectible, dans sa méthode comme dans ses conclusions, mais qui présente l'avantage de rassembler et de synthétiser les données existantes en Méditerranée dans un tout cohérent. Les différents enjeux - géopolitiques, humains, agricoles, environnementaux, énergétiques, monétaires et financiers - sont couverts par l'analyse. Sur cette base nécessairement partielle et partielle, il s'agit maintenant de passer à une véritable prospective partagée qui construirait une vision du monde méditerranéen en confrontant les points de vue des différents acteurs et pays du bassin.

Réunion de lancement le 21 avril 2009 : déroulement et éléments de discussion méthodologique

Pour initier ce vaste processus de collaboration et définir ensemble les modalités de travail en commun, IPEMED a organisé, avec la participation du Ministère français des Affaires étrangères et européennes, une réunion de lancement le 21 avril 2009 à Paris, dans les salons du Quai d'Orsay, à laquelle ont été conviés une soixantaine de Ministères et centres de prospective institutionnels et privés de la Méditerranée.

Cette réunion s'est organisée autour de deux sessions de travail. Dans un premier temps, certains centres de prospective nationaux ont présenté, de manière synthétique, les exercices de prospective qu'ils ont réalisés en informant principalement leurs homologues sur :

- la méthodologie retenue : prospective participative ou prospective d'expert; prospective quantifiée, scénarisée et/ou par grand enjeux ou risques ;
- les grands enjeux d'avenir régionaux identifiés ;
- la vision de l'insertion du pays dans sa proximité régionale immédiate ou plus lointaine (Proche-Orient, Europe, Golfe) et dans l'ensemble mondial.

La seconde session de travail a été consacrée à la définition des modalités de travail et de collaboration sur le projet de prospective « Méditerranée 2030 ». Elle a permis de débattre et de déterminer la méthodologie employée ainsi que de fixer les étapes opérationnelles du projet.

Au niveau méthodologique, plusieurs questions ont été débattues :

- Comment passer des prospectives nationales à une prospective méditerranéenne ?
- Comment l'intégration régionale découlera de ou influera sur les évolutions mondiales ?
- Comment concilier les entrées thématiques et les scénarios globaux (régionaux) ?
- Quelle place donner à la quantification/modélisation ?

Séminaire de travail le 25-27 juin 2009 : début des travaux pratiques

Les 25, 26 et 27 juin à Paris, un premier séminaire de travail a été organisé afin d'amorcer la partie opérationnelle du programme. L'objectif principal était de se mettre d'accord sur la méthodologie, le calendrier de mise en œuvre, la répartition des tâches et donc sur le programme de travail commun pour les mois à venir.

Lors de ce séminaire technique, des échanges et des débats riches en enseignements ont été réalisés en ce qui concerne les différents modèles d'intégration régionale disponibles et sur les questions de quantification modélisation d'une telle démarche. Les organisations euro-méditerranéennes ont présenté les prospectives thématiques, sécurité alimentaire et agriculture, population et mobilités, capital Humain, environnement, énergie, transports.

Au niveau opérationnel, trois groupes de travail ont été constitués :

- Valeurs communs en Méditerranée ;
- Gouvernance de l'intégration régionale en Méditerranée ;
- La modélisation et l'intégration des prospectives sectorielles.

Dans la mesure où les participants partagent en grande partie les analyses thématiques présentées lors de ce séminaire sur la sécurité alimentaire et l'agriculture, la population et les mobilités, l'environnement, l'énergie et le capital humain, ces prospectives thématiques à l'horizon 2030 seront pilotées et consolidées par les organismes sectoriels d'étude euro-méditerranéens pour être complétées, critiquées, amendées et validées par les institutions nationales parties prenantes lors d'une réunion plénière début 2010. Bien qu'il s'agisse de cinq études prospectives spécifiques, les participants conviennent que le principal intérêt consistera à les faire interagir entre elles.

La répartition du pilotage des prospectives thématiques est la suivante :

- Energie : Observatoire Méditerranéen de l'Energie (OME), représenté par Houda Allal ;
- Capital humain : FEMISE, représenté par Frédéric Blanc ;
- Population et mobilités : CARIM, représenté par Philippe Fargues, en collaboration avec Hervé Le Bras
- Sécurité alimentaire et agriculture : CIHEAM, représenté par Vincent Dollé.

Par ailleurs, le séminaire a validé un point essentiel : l'intégration d'un même cadre géographique de référence dans tous les travaux de Méditerranée 2030, ce qui passe essentiellement par l'intégration systématique des données relatives aux pays adriatiques ou "Balkans" (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Monténégro, Slovénie), à la Mauritanie, au Portugal et à la Jordanie mais aussi par une mise en perspective privilégiée vis-à-vis de l'Union Européenne ainsi qu'avec le Golfe, l'Asie et l'Amérique du Nord.

Les groupes de travail

Les valeurs communes en Méditerranée

Les valeurs sont des objets sociaux délicats à appréhender. Elles sont intériorisées mais pas toujours conscientes ou agencées en un discours élaboré, même si elles orientent fortement les actions et les jugements des personnes. Dépendantes de l'histoire, des évolutions économiques et sociales, des cultures propres à chaque pays, voire à chaque organisation ou communauté d'individus, leur évolution est lente au regard d'autres dimensions prospectives. Cette évolution subit néanmoins une accélération du fait de l'accroissement des échanges, de la circulation des hommes, des biens et des idées, en particulier dans la région méditerranéenne. Cette convergence progressive laisse en place des divergences qui sont le reflet d'identités collectives plurielles. L'enquête sur les valeurs des Européens, réalisée tous les dix ans depuis les années 80, a ainsi mis en valeur à la fois une forte communauté de comportement des Européens, en matière de mœurs, d'attitudes politiques et religieuses ; mais également une différenciation qui perdure entre l'Europe latine, conflictuelle, peu confiante en elle-même et dans les autres, tout en étant encore fortement hiérarchisée, et une Europe du Nord plus consensuelle et plus égalitaire. Aucune enquête de ce type n'est disponible pour les pays d'Afrique du Nord, du Proche-Orient et des Balkans mais la majorité des études qualitatives pointent des modifications de comportements, y compris dans une pratique religieuse plus individualisée, ou d'autres formes de convergence (prégnance croissante de la famille nucléaire au détriment de la famille élargie, mimétisme des comportements démographiques mais aussi alimentaires, aspirations démocratiques, etc.).

C'est de cette convergence relative que naîtra une coopération régionale plus poussée ; elle en est à la fois la condition et l'aboutissement. La condition, parce que les coopérations, y compris en matière économique, se fondent sur des valeurs partagées, un langage commun sans lesquels la confiance minimale inhibe l'échange ; l'aboutissement, parce que l'accélération des interactions et la mise en place d'institutions communes est elle-même productrice de valeurs collectives, comme le montre la construction des Etats nations en Europe. Au-delà des valeurs individuelles et de leur évolution plus ou moins convergente, un ensemble régional méditerranéen plus intégré se fondera à l'avenir sur des « préférences collectives » qui le distingueront du reste du monde. Comme le contrat social qui lie chaque communauté des citoyens des Etats nations, les fait tenir ensemble et agir ensemble, on peut s'interroger sur ces valeurs communes qui lieront peut-être demain les populations méditerranéennes. D'une certaine manière, l'Europe s'est construite sur un désir de paix dans un premier temps puis de convergence des niveaux de vie et d'aspirations démocratiques lors des élargissements ultérieurs. Au-delà des déclarations consensuelles, fortement teintées d'universalisme, qui ont accompagné le processus euro-méditerranéen, quelles pourraient être les valeurs susceptibles de mobiliser les sociétés méditerranéennes, et de les faire agir pour les défendre ? Un tel travail exploratoire nécessite dans un premier temps d'identifier ce que seraient ces préférences collectives et, dans un deuxième temps, de les

tester auprès des populations concernées, en établissant des scores, l'objectif de long terme étant d'en avoir une représentation à échéance régulière.

Etant donné l'absence d'études prospectives sur les valeurs, ce groupe de travail s'attachera, à court terme à décrire les principales évolutions rétrospectives des valeurs individuelles et collectives en Méditerranée, à partir des enquêtes et des études disponibles.

Dans le long terme, il aura pour but d'identifier les éléments pouvant constituer, *a minima*, une enquête sur les valeurs à mettre en place en Méditerranée, au mieux un baromètre des valeurs en Méditerranée ainsi que la méthodologie à élaborer pour sa mise en œuvre efficace et adaptée. Les participants tenteront également d'identifier, dans les pays de la Méditerranée, les organismes ou institutions pouvant être bénéficiaires et partenaires de cette réflexion et à même de mener les enquêtes adaptées.

Gouvernance de l'intégration régionale en Méditerranée

Depuis la fin des empires, coloniaux en particulier, des ententes régionales se sont constituées. Elles correspondent à une structuration forte de la mondialisation qui s'accompagne de regroupements régionaux tendant à se recouper et à se construire sur des bases multiples, culturelles, historiques, géopolitiques, économiques et même linguistiques. La dimension tripolaire Etats-Unis-Amérique Latine ; Chine-Asie, Europe-Méditerranée-Afrique s'impose cependant et s'affirme sans doute pour les 20 années qui viennent. C'est dire si l'intégration régionale en Méditerranée s'inscrit dans l'histoire et requiert une attention particulière en matière de prospective.

Une préférence pour un modèle régional intégré se dessine toutefois en Méditerranée, mais il s'agirait d'un modèle spécifique à l'espace méditerranéen, qui reste donc à inventer mais dont on peut déjà délimiter les grands traits. Ce modèle est marqué par sa profondeur historique et culturelle, par un passé commun, par une proximité des peuples qui peuvent se reconnaître dans des valeurs et un destin commun. Le tourisme, l'immigration, la langue font de l'intégration régionale en Méditerranée un projet riche fondé sur un tissu solide de liens anciens. Une constance apparaît : le fort besoin de régulations et de coopérations sectorielles Nord-Sud mais aussi Sud-Sud et aux niveaux sub-régionaux.

Plusieurs modèles de gouvernance de l'intégration sont cependant possible comme en témoigne la succession rapide de politiques européennes (citons pour les dernières, le Processus de Barcelone, la politique de voisinage, l'Union pour la Méditerranée) mais aussi la diversité des lieux de concertation à l'initiative du Nord (Dialogue 5+5, Processus de Barcelone,...) ou du Sud (UMA, Ligue arabe,...). L'articulation de ces différentes enceintes de dialogue, de concertation, de décision est en soi un redoutable problème de gouvernance. A cette complexité, il faut encore ajouter l'intervention de la société civile, ou le développement d'une diplomatie non gouvernementale qui traduit la multiplication des acteurs dans tout processus riche d'intégration régionale.

Au delà des arènes politiques, le modèle économique de l'intégration régionale peut prendre des directions différentes selon des scénarios à définir. La Méditerranée ne connaîtra-t-elle qu'une intégration commerciale, à savoir une intensification des échanges de produits dans une large zone de libre échange ? Ou les éléments d'une intégration des processus productifs grâce notamment aux développements des investissements étrangers, au développement des PME permettront-ils d'insérer les économies de la rive sud, à l'instar de ce qui s'est passé pour les pays de l'Est ? Les questions portant sur les institutions, les normes productives, le cadre juridique, la transparence des systèmes de garantie pour les investissements, les protections en terme de droit de propriété sont cruciales pour un scénario vertueux de croissance. Il s'agit aussi au sud de passer d'un modèle de gouvernance économique marqué par l'informalité et les liens interpersonnels à un modèle reposant sur la transparence et la formalisation des droits économiques.

Enfin, il convient de positionner cet espace méditerranéen par rapport aux autres espaces régionaux : l'UE, l'Afrique, les pays du Golfe et même l'Asie et l'Amérique du Nord. Il faut en particulier s'intéresser

aux visions de la Méditerranée par les autres acteurs mondiaux (un marché pour le Brésil ou la Chine, une zone de transit pour les Africains, etc.).

Après avoir identifié les différents modèles d'intégration régionaux disponibles et analysé les visions d'une Méditerranée intégrée qui sous-tendent les scénarios positifs des prospectives thématiques, le groupe de travail s'attachera à proposer des scénarios d'intégration régionale de fait ou de droit. Dans cette perspective, il déterminera les facteurs endogènes et exogènes à la région qui vont se révéler décisifs, analysera les ruptures possibles et tentera de tracer des trajectoires selon les scénarios envisagés (étapes). Il déclinera enfin les thématiques sectorielles en fonction des scénarios globaux définis collectivement et définira une méthodologie pour intégrer les exercices de prospective sur l'intégration définie sur une base nationale.

La modélisation et l'intégration des prospectives sectorielles

Une étude prospective intégrant des dynamiques sectorielles, particulièrement sensibles au regard des économies considérées et anticipant un renforcement des processus d'intégration régionale, doit se donner les moyens de quantifier les résultats des scénarios envisagés. A cet égard si les modèles d'équilibre général calculable (MECG) peuvent paraître simplificateurs par rapport à la complexité des interactions d'une aire régionale en devenir, ils présentent l'avantage de proposer une analyse systémique contrefactuelle. S'ils n'ont pas été conçus à l'origine pour l'analyse prospective mais plus souvent pour simuler des modifications de politique commerciale ou des évolutions de prix mondiaux, l'expérience australienne montre qu'à certaines conditions, ils peuvent être utilement envisagés pour des besoins prospectifs, en intégrant au modèle des prévisions d'experts dans différents domaines.

En s'inspirant de cette expérience, il serait possible, dans le cadre de Méditerranée 2030, d'intégrer les différents travaux sectoriels pour aboutir à un cadre global où les différentes variables, endogènes ou exogènes, interagiraient en fonction de plusieurs scénarios. Sans renoncer à une prospective plus qualitative, indispensable en amont et en aval, une telle modélisation permettrait d'arbitrer entre différentes hypothèses à l'aide de simulations contrefactuelles. Dans la région sud et est méditerranéenne, différents MEGC ont été développés institutionnellement au Maroc, en Tunisie, en Turquie ou en Egypte, essentiellement pour simuler les processus de libéralisation. Pour les autres pays, à l'instar du Liban de la Syrie, il existe simplement des matrices de comptabilité sociale et des données pouvant être intégrées à un MECG. Il serait donc possible, au prix d'un travail d'actualisation et d'homogénéisation des données, de simuler une intégration régionale poussée, y compris dans le domaine agricole ou des services, et de mesurer l'impact, au niveau régional ou national, de l'évolution des prix de l'énergie, de l'évolution démographique, des habitudes de consommation, de la politique migratoire ou des IDE par exemple. Si le travail pour construire une base de données régionale semble considérable, il existe néanmoins des données et des capacités dans beaucoup de pays.

Un tel exercice permettrait de dépasser les discours et de quantifier les bénéfices d'une intégration régionale plus poussée, d'identifier les gagnants et les perdants au niveau national, les réallocations sectorielles induites et les impacts sociaux sur les différentes catégories de la population. Il permettrait d'étudier un certain nombre de problèmes transversaux propres à la région, par exemple le chômage des jeunes diplômés. En ce sens, il constituerait un outil utile pour les décideurs nationaux, dans le cadre des négociations entre l'Union européenne et ses partenaires méditerranéens. Enfin, cet outil permettrait de construire des coopérations entre les institutions nationales impliquées et de renforcer les capacités des participants.

Après avoir analysé les modélisations existantes pour la région méditerranéennes, le groupe de travail s'attachera à étudier la faisabilité technique mais aussi institutionnelle d'une modélisation régionale, en s'intéressant à la possibilité d'une base de données commune, a priori plutôt un outil régional avec des contributions nationales, ainsi qu'à la construction d'un tableau entrées-sorties régional.

Séminaire de prospective sur l'emploi, les 20-21 novembre 2009 à Tunis

Une première réunion thématique et des groupes de travail a eu lieu les 20 et 21 novembre 2009 à Tunis. Cette réunion, co-organisée avec l'Institut Tunisien d'Etudes Stratégiques, a traité tout particulièrement des questions d'emploi en Méditerranée à l'horizon 2030. L'objectif principal était double, d'une part, approfondir la réflexion prospective sur la thématique de l'emploi, à la fois d'une manière générale et d'un point de vue sectoriel, et d'autre part, lancer les travaux de deux groupes de travail, celui consacrée aux valeurs communes et celui consacré à l'intégration régionale. Le séminaire a permis une réflexion approfondie sur la prospective des marchés du travail en méditerranée et sur les dynamiques sectorielles de l'emploi (dans le milieu rural et agricole, dans le secteur énergétique et environnemental, dans celui des services) et leur lien avec les mouvements migratoires.

Réunion plénière technique, le 17 février 2010 à Paris : les prospectives sectorielles

Le 17 février 2010, une réunion plénière technique a été organisée à la Cité internationale universitaire de Paris. Au cours de cette réunion, les instituts d'étude euro-méditerranéens partenaires (FEMISE, CARIM, CIHEAM, OME) du projet Méditerranée 2030 ont présenté les résultats de leurs travaux sectoriels. Ces présentations comportaient un scénario tendanciel et ont fait l'objet de nouvelles propositions de la part des centres d'expertise publics et privés chargés de la prospective invités. L'objectif de cette réunion était de valider les scénarios tendanciels sectoriels proposés et d'entamer une réflexion sur les scénarios régionaux possibles. Quatre tables rondes ont également été organisées autour des thématiques suivantes : géopolitique, échanges commerciaux et investissements, agriculture et sécurité alimentaire, énergie et changement climatique. 55 représentants des centres institutionnels et privés, spécialisés dans la prospective, originaires de 11 pays du bassin méditerranéen ont fait le déplacement.

Réunion sur les valeurs communes en Méditerranée, le 24 février 2010 à Rabat

L'Institut Royal des Études Stratégiques a accueilli, le 24 février 2010, dans ses locaux de Rabat, une réunion d'étude sur les valeurs communes en Méditerranée. Cette réunion s'inscrit dans la réflexion lancée dans le projet « Méditerranée 2030 » qui cherche à définir au nom des quelles valeurs communes un rapprochement entre les deux rives de la Méditerranée est envisageable, sachant que ce rapprochement suppose aussi une mobilité humaine et un brassage des idées.

Une première session de travail a été consacrée à la question des valeurs au Maroc et en Méditerranée sur laquelle l'IRES travaille déjà et a compté, entre autres, avec la présentation des résultats des Enquêtes mondiales des valeurs et des études réalisées sur cette thématique dans différents pays de la Méditerranée. Une table ronde, animée par IPEMED, s'en est suivie abordant la question des valeurs communes en Méditerranée à l'horizon 2030.

Les 11 et 12 mars 2010, participation à la réunion du groupe d'experts de la Commission européenne « Prospective sur les enjeux de long terme de la région méditerranéenne »

IPEMED a été invité à participer à la deuxième réunion du groupe d'experts lancé par la Commission européenne pour réfléchir aux enjeux de la région euro-med à l'horizon 2030. Elle a eu lieu les 11 et 12 mars 2010 à la Délégation de l'Union européenne à Rabat. Cette réunion avait deux objectifs principaux. D'une part, discuter du projet du rapport préparé par le groupe sur les principales tendances de la région et d'autre part, de mettre en évidence les principales « tensions » existantes et en particulier sur « croissance économique - viabilité », « indépendance – dépendance », « innovation – conservatisme », « migration – emplois », « autocratie – démocratie », « Europe – alternatives », « conflit – diplomatie », « morale - droits légaux ».

Réunion plénière de haut niveau, les 25 et 26 mars 2010, au Centre ministériel des conférences du MAEE, à Paris : les scénarios régionaux

Le 25 mars 2010, les partenaires du consortium « Méditerranée 2030 » se sont, à nouveau, réunis lors d'une conférence plénière au Ministère des Affaires étrangères pour présenter les premières conclusions de la réflexion commune qu'ils ont lancé en avril 2009, à l'initiative d'IPEMED.

Des intervenants d'exception comme M. Kemal Dervis ou M. Georges Corm ont partagé, avec les organismes d'étude euro-méditerranéens (CARIM, CIHEAM, FEMISE, OME) et les institutions publiques et privées nationales dédiées à la prospective présentes, leur vision de l'avenir de la région en mettant en exergue trois points, les effets de la dégradation de l'environnement en Méditerranée, la léthargie qui caractérise les économies rentières dans le bassin et les transformations structurelles sans précédent de l'économie mondiale.

Le Centre d'Analyse Stratégique a ensuite présenté les déterminantes de la croissance pour la Méditerranée, en portant une attention particulière à la question démographique, aux capacités de financement et à la disponibilité des ressources naturelles dans la région. Les atouts dont dispose la Méditerranée ont également été explicités, parmi lesquels la croissance des échanges commerciaux, la progression des IDE, plus diversifiés géographiquement et sectoriellement, ainsi que les bénéfices potentiels qui pourraient être dégagés de la situation géographique stratégique de la Méditerranée en tant que zone de transit de l'économie mondiale. Ces atouts devront être exploités de façon cohérente afin de relever les défis du futur, notamment la lente diversification des économies et la difficile conquête de la frontière technologique.

Ces éléments, combinés avec les perspectives sectorielles présentées par les différents instituts euro-méditerranéens, ont abouti à l'élaboration de trois scénarios régionaux :

- Le scénario de la marginalisation, avec une convergence par le bas, si on poursuit les tendances actuelles (taux de croissance en Europe inférieurs à 2% par an, avoisinant les 3-4% au Sud et à l'Est de la Méditerranée et dans les Balkans). Ainsi, en 2030, les écarts de revenu entre pays seront maintenus, tandis que les spécialisations des pays sud et est méditerranéens resteront cantonnées dans des produits de gamme inférieure à faible contenu technologique. Les pressions environnementales se verront renforcées, la question de l'emploi ne sera pas réglée et la pression migratoire restera forte.
- Le scénario de la divergence avec une insertion disparate des pays dans l'économie mondiale. La croissance, tirée par les pays émergents, renforcera la compétitivité au détriment du pouvoir d'achat et de la demande avantageant les économies les plus compétitives qui ont déjà connue un phénomène de rattrapage (Croatie, Turquie, Tunisie), creusant l'écart avec les autres pays méditerranéens (Algérie, Egypte, Liban, Albanie). Il y aura des gagnants et des perdants au niveau national et régional ainsi qu'une forte dualisation des économies et des territoires. Les taux d'activité et d'emploi s'élèveront de façon très inégale et la dualité des marchés de travail restera forte, au Nord comme au Sud, accroissant les inégalités entre les élites et les travailleurs peu qualifiés.
- Le scénario de la convergence par le haut, caractérisé par une croissance plus forte et riche en emplois fruit de la valorisation des complémentarités euro-méditerranéennes, de l'établissement au niveau régional des quatre libertés de l'UE et de la mise en place d'un cadre institutionnel renforcé, où la perspective d'adhésion à l'Union ou au marché intérieur accélérera l'harmonisation des normes. Dans ce contexte, les ressorts internes de la croissance permettront un accroissement des taux de productivité et de l'emploi et une convergence des revenus qui pourraient atteindre, en 2030, des niveaux supérieurs à 10 000\$ par habitant. Les taux d'activité des pays du sud et de l'est méditerranéen et des pays adriatiques se rapprocheront de ceux de l'Europe où la migration, davantage circulaire, viendra pallier les pénuries de main d'œuvre et alimenter les marchés de consommation.

Cette réunion plénière a été suivie, le 26 Mars 2010, d'une matinée de travail entre membres du consortium pour approfondir les scénarios régionaux, discuter des actions à venir ainsi que des recommandations que seront adressées aux Chefs d'État et de Gouvernement lors du deuxième sommet de l'Union pour la Méditerranée.

Les Entretiens de la Méditerranée : Pour une vision commune de la Méditerranée : stratégie, projets, financement

Depuis 2008, IPEMED organise les Entretiens de la Méditerranée, forum annuel des décideurs permettant les rencontres et les échanges entre les milieux de l'expertise, de l'entreprise et du monde politique. L'objectif principal de ces rencontres est de favoriser la prise de conscience d'une appartenance à une communauté de destins et la formulation de propositions opérationnelles utiles aux populations des pays des deux rives de la Méditerranée.

Les 25 et 26 mai 2010, la nouvelle édition des Entretiens de la Méditerranée a eu lieu à Tunis en partenariat avec l'IEMED et l'IACE. La session d'ouverture, consacrée à l'avenir de la région, s'est attaché à présenter ce que pourrait être cet ensemble régional à l'horizon 2030, plus intégré, source d'une croissance durable et solidaire, en présentant les tendances lourdes et les points de rupture ainsi que les enjeux, notamment économiques, de long terme dans différents domaines spécifiques comme la sécurité alimentaire et le développement rural, l'emploi et le capital humain, l'énergie et le changement climatique, la mobilité et la migration. Cette table ronde a également été le moment de présenter les scénarios régionaux élaborés par le consortium et de partager les témoignages d'entrepreneurs des deux rives qui ont déjà investi cette région.

Le 2^{ème} Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de l'UpM : les recommandations

Le premier semestre 2010 a été un moment très intense d'échange, de réflexion commune et de production des premières conclusions pour le projet « Méditerranée 2030 » car l'objectif, à court terme, était d'élaborer un premier document à l'occasion du 2ème Sommet des Chefs d'État de l'Union pour la Méditerranée qui aura lieu en 2010.

Le 2ème semestre 2010 : phase d'approfondissement et de diffusion des réflexions

Lors du deuxième semestre, l'objectif recherché sera l'approfondissement de ces analyses, et dans la mesure du possible et compte tenu de son coût élevé, de commencer la modélisation et la quantification des scénarios régionaux. Un effort particulier sera réalisé pour encourager la production des notes et la tenue des événements (petit déjeuners, conférence, etc.) permettant une meilleure diffusion des réflexions et la valorisation du projet et du consortium. Pour ce faire, la recherche des partenariats et du sponsoring, auprès notamment des entreprises de la région Méditerranéenne, sera encouragée.

L'année 2011 : les conférences thématiques prospectives et la modélisation

En 2011, le projet poursuivra son travail d'échange, d'approfondissement et de quantification, des réunions techniques et plénières seront tenues, ainsi que de séances de travail restreintes pour les groupes de travail constitués. Dans la mesure du possible et compte tenu des coûts, les membres du consortium s'attèleront à l'élaboration d'un modèle d'équilibre général pour la Méditerranée, et à défaut, à esquisser ses contours.

De façon complémentaire, des conférences thématiques permettant des approfondissements sectoriels plus larges seront également organisées. Elles feront l'objet de la publication d'actes. La participation d'experts de renommée internationale ainsi que des entreprises de la région sera fortement recherchée.

Le site Internet et le porte-documents « Med2030 »

Après une année de vie, le projet « Méditerranée 2030 » rentre dans une phase concrète de réflexion et production d'analyses prospectives. Afin d'assurer une diffusion optimal de ces réflexions et pour mieux faire connaître le projet, un espace dédié avec des informations détaillées, en français et en anglais, sur le projet est proposé dans le site Internet d'IPEMED. Par ailleurs, un espace intranet, porte-documents, a été créé début 2010 permettant le stockage, dans un lieu commun, de tous les documents et productions du projet ainsi qu'un échange privilégié et réservé aux membres du consortium.